



## Décision individuelle N° 2020-190

**Pétitionnaire** : Professeur Eric GILI – Centre d'Etudes Vésubiennes AMONT

**Adresse** : Nantelle – 06450 SAINT-MARTIN-VESUBIE

**Nature de la demande** : *atteinte, prélèvement, détention, transport, emport en-dehors du cœur du Parc national d'objets du patrimoine. Prise de vues dans un cadre professionnel.*

**Intitulé du projet** : mission de prospection et d'inventaire des fortifications modernes en Vésubie - Roya

**Localisation** : secteur Pas de la Cavalline – Capelet inférieur et secteur Baisse de Saint-Véran

**Le directeur de l'établissement public du Parc national du Mercantour,**

**Vu** le code de l'environnement et notamment l'article L.331-4-1,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 16,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 2 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté n° 2020-176 délivré par la Direction Régionale des Affaires Culturelles en date du 18 mai 2020,

**Vu** la décision n°2020-180 du 1er juillet 2020, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 11 juin 2020 par Monsieur Eric GILI, directeur du Centre d'Etudes Vésubiennes,

**Considérant** que la demande porte sur une activité scientifique nécessaire à l'amélioration des connaissances des patrimoines culturels et historiques du cœur du Parc national, et à ce titre, qu'elle participe à la réalisation des missions de l'établissement public,

**Considérant** toutefois que la prise d'images dans le cadre de cette demande, ne doit pas engendrer de risque de dérangement de la faune sauvage et des éventuels usagers,

### DÉCIDE

#### Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

Monsieur Eric GILI, directeur du Centre d'Etudes Vésubiennes est autorisé à

- prélever des objets appartenant au patrimoine historique du cœur du parc national,
- réaliser des images à titre professionnel,

dans le cadre d'une opération de prospection-inventaire des fortifications modernes en Vésubie et Roya.

## Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prescription relative aux modalités des prélèvements*

2.1. Le prélèvement d'objets et matériaux sera réalisé uniquement par ramassage manuel, sans aucun affouillement de sol.

2.2. La présente autorisation bénéficie aux collaborateurs de Monsieur GILI intervenant pour le compte et sous la responsabilité du Centre d'Etudes Vésubiennes.

- *Prescriptions relatives à la prise d'images dans un cadre professionnel*

2.3. La réalisation d'images aériennes à l'aide d'un aéronef motorisé – y compris drone – n'est pas autorisée par la présente.

2.4. Le bénéficiaire est tenu de faire figurer sur les publications illustrées des photographies réalisées dans le cœur du parc national, la mention suivante : « Les photographies réalisées dans le cœur du Parc national ont bénéficié d'une autorisation spécifique conformément à la réglementation en vigueur (numéro de la (des) décision(s) »

- *Prescription relative à la transmission des données d'inventaire*

2.5. Le bénéficiaire est tenu de faire parvenir au siège de l'établissement public du Parc national du Mercantour, au plus tard un an après la fin de ses prospections un rapport relatant les objectifs, la méthodologie et les résultats de ses recherches

- *Prescription relatives aux publications scientifiques utilisant les données récoltées dans le cadre de la présente décision*

2.6. Toute publication liée au projet d'inventaire du cœur du parc national devra porter la mention suivante : « étude réalisée avec l'autorisation du directeur du Parc national du Mercantour ».

2.7. Une version numérique de toute publication liée au projet d'inventaire du cœur du parc national devra être transmise au siège de l'établissement public du Parc national du Mercantour, dans les 2 mois suivant la date de celle-ci.

- *Prescription relative au public*

2.8. Le bénéficiaire devra observer un comportement discret. Aux personnes le sollicitant en ce sens, il devra expliquer l'objectif de ses activités, et préciser qu'elles sont dûment autorisées par le Conservateur régional de l'Archéologie et le directeur de l'établissement public du Parc national du Mercantour.

- *Prescription relative à l'accès aux sites d'inventaire*

2.9. La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur dans le cœur du parc national.

En cas de besoin, le bénéficiaire sollicitera le service territorial mentionné à l'article 3 en préalable à son arrivée sur site, afin d'obtenir cette dérogation.

## Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour les périodes suivantes :

- du 29 au 30 juillet 2020, dans le secteur du Pas de Cavalline jusqu'au Capelet inférieur ;
- du 05 au 06 août 2020, dans le secteur de la Baisse de Saint-Véran.

En cas de conditions météorologiques défavorables, le report de l'opération est autorisé sous réserve d'en informer le service territorial concerné, 24h00 à l'avance par courriel ou contact direct.

- Service territorial « Vésubie »  
adjoint : LURION Raphaël ([raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr](mailto:raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr))  
☎ : 04.93.03.23.15  
- Service territorial « Roya-Bévéra »  
chef de S.T : COLLENOT Aurélien ([aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr](mailto:aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr))  
adjoint : CHAPELUT Florent ([florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr](mailto:florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr))  
☎ : 04.93.04.67.00

#### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

#### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

#### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

#### **Article 7 : Responsabilité**

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

#### **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 16 juillet 2020

Le directeur-adjoint  
du Parc national du Mercantour

**Laurent SCHEYER**

Copies :

- service territorial « Vésubie »
- service territorial « Roya-Bévéra »
- I. LHOMMET

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.